

Dominique Polton

Entretien réalisé en février 2013 pour www.ladocumentationfrancaise.fr

Quelles sont les forces et les faiblesses du système de santé français ?

Même si l'Organisation mondiale de la santé s'est essayée à cet exercice il y a une dizaine d'années, il est difficile de porter un jugement sur la performance globale de notre système de santé comparée à d'autres. C'est un système qui prodigue à la population des soins de haut niveau, bénéficiant des progrès de la science, accessibles à tous grâce à la mutualisation des dépenses .

Une première particularité française tient au financement de la dépense : nous sommes le seul pays où l'assurance complémentaire privée vient doubler l'assurance publique de base pour la quasi-totalité de la population, en co-finançant la dépense.

Mixte dans son financement, le système de santé français l'est aussi dans son organisation, avec une combinaison d'offres de soins publics et privés, une médecine spécialisée abondante, accessible aussi bien en ville avec des praticiens libéraux qu'en consultation externe hospitalière, des professionnels non médecins exerçant en tant que travailleurs indépendants (masseurs kinésithérapeutes, infirmières,...). Cette offre très pluraliste, qui nous différencie d'un certain nombre de pays qui ont fait des choix d'organisation plus structurés, a sans doute des avantages en termes de flexibilité et d'accessibilité : la problématique des listes d'attente, qui est devenue dans les dernières décennies une question politique majeure au Royaume-Uni ou dans les pays scandinaves, n'existe pas en France, ou marginalement.

Enfin, on peut dire que le système de santé français privilégie la liberté (liberté de choix, liberté de circulation dans le système, liberté d'installation, liberté de prescription) par rapport à l'efficacité et au contrôle des coûts. Axé sur la performance médicale, il obtient de très bons résultats dans certains domaines (maladies cardiovasculaires, espérance de vie aux âges élevés), mais reste à la traîne de nombreux pays en termes de mortalité prématurée, notamment pour des causes relevant du manque de prévention ou de dépistage (...)

QUESTION 1: QUELLES SONT LES TROIS CARACTERISTIQUES DU SYSTEME DE SANTE FRANÇAIS D'APRES CE TEXTE ? EXPLIQUEZ-LES.

Allocations chômage, RSA... la vérité sur "la France des assistés"

Par Stéphanie Benz, publié le 13/12/2013 à 19:12

Alors que les règles de l'assurance chômage vont être renégociées, L'Expansion démonte, chiffres à l'appui, les préjugés sur ceux qui profiteraient des allocations.

Et voilà l' "assistantat" de retour dans le débat public. Comme aucun autre, le sujet divise les Français, entre ceux qui bossent et ceux qui vivent des allocations. La dénonciation de notre Etat providence, de sa trop grande générosité mais aussi de ses ratés, de son coût et de ses profiteurs tient du sport national. Il faut dire que le contexte politique s'y prête.

1. "Les chômeurs profitent indûment de leurs allocations"

Ce vendredi de novembre, Alain, chef d'une antenne de Pôle emploi en Normandie, fait ses comptes : 50 offres, 3 000 inscrits. "Tous les employeurs ne déposent pas leurs annonces chez nous, mais j'ai rarement vu une situation aussi tendue", dit-il. Difficile, dans ces conditions, d'affirmer que si les chômeurs ne trouvent pas d'emploi, c'est parce qu'ils n'en cherchent pas.

D'ailleurs, cela peut paraître étonnant, mais les demandeurs d'emploi sont de plus en plus nombreux à... travailler : les deux tiers des chômeurs indemnisés exercent à un moment ou à un autre un petit boulot qu'ils cumulent avec leur allocation

Malgré ce contexte défavorable, les statistiques montrent aussi que les chômeurs utilisent en moyenne 61 % de leurs droits seulement. La plupart retrouvent donc un emploi bien avant la fin de leur [indemnisation](#). Et les autres ? Abusent-ils du système ? Quand il a été licencié, David, ancien chef de service dans une PME industrielle savoyarde, a d'abord cherché un poste équivalent : "Je n'y ai renoncé que vers la fin de mes droits, pour un job d'opérateur moins payé." Qui aurait fait autrement, à sa place ?

. "Nous manquons d'outils pour inciter les demandeurs d'emploi à ne pas se laisser enfermer dans le chômage de longue durée en déménageant ou en réduisant leurs prétentions salariales, et pour sanctionner ceux qui refusent des propositions", résume Alain, notre chef d'agence normand. Et de citer l'exemple de cette formation à l'aide à domicile qui démarre bientôt : 80 chômeurs contactés, 8 inscrits. En deçà de 12, le cours sera annulé...

2. "Certains dispositifs découragent la reprise d'un emploi"

Pour Sandrine, 30 ans, l'histoire se termine bien. Cette Vannetaise vient d'avoir son permis : "Je vais enfin pouvoir répondre à des offres à Lorient ou à Rennes", se réjouit-elle. Mais à quel prix ? Pôle emploi avait d'abord refusé de prendre en charge sa préparation à l'examen, car son allocation chômage dépassait de 90 centimes le plafond fixé : "J'ai attendu un an pour arriver en fin de droits et me la faire financer."

Absurde ? Pas plus que la mauvaise surprise qui attendait Daliah et son époux, tous deux chômeurs, lors de leur visite à la CAF (Caisse d'allocations familiales) : trois mois d'allocations logement à rembourser de juillet à septembre. "Mon mari, sans emploi depuis un an, avait retrouvé un CDD d'un mois en juillet. Du coup, nous avons perdu nos APL pour trois mois", soupire Daliah.

3. "Nos aides sont plus généreuses qu'à l'étranger"

Quatre mois de travail pour pouvoir bénéficier d'une allocation. De deux à trois ans d'indemnisation, dont le montant peut atteindre 6 121 euros par mois... Présentée ainsi, notre assurance chômage semble généreuse : chez la plupart de nos voisins, six mois de cotisations au minimum sont nécessaires, et l'indemnisation dépasse rarement un an.

Pour une famille dont un seul des parents travaillait et touchait un salaire moyen (2 130 euros net par mois), l'assurance-chômage pendant les vingt-quatre premiers mois et les minima sociaux par la suite, sont moins généreux que chez la plupart de nos voisins européens.

L'économiste Bruno Coquet a fait ce calcul : un chômeur français touche en moyenne 65 % de son revenu antérieur. Surprise, c'est aussi le taux moyen constaté ailleurs en Europe lors de la première année de chômage ! En France, les allocations chômage assurent une bonne couverture, mais les autres aides (logement, chauffage...) sont moins élevées que chez nos voisins.

4. "Les aides sociales et le RSA n'incitent pas à reprendre un emploi"

Croisée par un matin glacial à la CAF de Mantes-la-Jolie, Isabelle, 32 ans, n'y va pas par quatre chemins : "Reprendre un travail ? Même mon assistante sociale me le déconseille !" soupire cette mère de trois fillettes, séparée de son compagnon. Elle a fait ses calculs. La CAF lui verse chaque mois environ 1 600 euros, à quoi il faut ajouter la CMU-C, les tarifs réduits pour la cantine, l'électricité et les transports. Si cette ancienne vendeuse en charcuterie reprenait un emploi, elle toucherait plus de 2 000 euros, en tenant compte du RSA activité.

"Mais je devrais payer une mutuelle, les transports et une nounou, car les horaires sont souvent décalés. J'y gagnerais peu et j'aurais moins de temps pour mes filles", dit-elle.

5. "Les immigrés profitent particulièrement de notre système"

On l'oublie souvent, mais une condition de résidence sur le territoire français s'applique aux minima sociaux. Il faut un titre de séjour depuis cinq ans pour toucher le RSA. Pour le minimum vieillesse, dix ans de résidence sont nécessaires. Difficile, donc, de dire que les étrangers viennent pour profiter de notre protection sociale.

En revanche, il est vrai que les étrangers extra-européens sont en moyenne plus pauvres que le reste de la population, car ils occupent souvent les emplois les plus précaires. De ce fait, ils ont, en proportion, plus souvent recours aux aides sociales que les natifs, notamment au RSA et aux allocations logement, familiales ou chômage.

QUESTION 2 :

Les chômeurs profitent-ils du système ?

Le système français est-il très généreux ?

Les aides sociales découragent-elles le retour à l'emploi ?

Les immigrés profitent-ils plus que les autres du système ?